
Penser le capitalisme cognitif selon Thorstein Veblen ; connaissance, pouvoir & capital

Thinking Cognitive Capitalism According to Thorstein Veblen: Knowledge, Power & Capital

Marc-André Gagnon



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/569>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.569

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Marc-André Gagnon, « Penser le capitalisme cognitif selon Thorstein Veblen ; connaissance, pouvoir & capital », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 36 | 2007, mis en ligne le 01 octobre 2007, consulté le 29 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/569> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.569

Ce document a été généré automatiquement le 29 mai 2019.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Penser le capitalisme cognitif selon Thorstein Veblen ; connaissance, pouvoir & capital

Thinking Cognitive Capitalism According to Thorstein Veblen: Knowledge, Power & Capital

Marc-André Gagnon

Penser le savoir en économie

- 1 Les récentes transformations technologiques dues à la diffusion des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) ont conduit plusieurs économistes à percevoir une transformation radicale dans la nature du capital et de l'économie. Le capitalisme industriel, où la dynamique d'accumulation du capital repose sur des moyens de production tangibles (les biens capitaux), céderait le pas à des nouvelles sources de production de la richesse. La connaissance, le savoir, ou l'intellect seraient ainsi devenus, sous la plume des économistes et des gourous du management, la nouvelle source de la richesse pour le XXI^e siècle et le principal actif des entreprises. Ainsi, toute une littérature, souvent enthousiaste, s'est développée sur la "Nouvelle Économie"¹, l'économie de la connaissance² ou sur l'économie en réseaux (Castells 2000). Ces travaux considèrent normalement que les récentes innovations technologiques obligent les sociétés à s'adapter institutionnellement aux nouvelles réalités technologiques, analysant ainsi le changement social en termes de déterminisme technologique (voir Boyer 2001). Mais comment appréhender cette transformation ; qu'y a-t-il de nouveau dans l'économie contemporaine ? Si l'on répond simplement que la connaissance joue dorénavant un rôle économique important, la question est alors de savoir pourquoi les économistes s'attardent seulement aujourd'hui aux dimensions économiques de la connaissance, ou plutôt à la dimension cognitive de l'économie. La connaissance n'a-t-elle pas toujours joué un rôle primordial dans l'économie ?

- 2 Nous croyons que les analyses des transformations contemporaines du capitalisme dépendent fondamentalement de la manière dont on conçoit la notion de capital. En effet, il n'existe aucun consensus sur ce qu'est le capital. Pour les économistes le capital peut être soit des moyens de production, une somme d'argent investi, un flux de revenus, un détour de production, une abstinence de consommation, un pouvoir économique, un acteur économique, ou encore un rapport social complexe englobant l'ensemble de ces réponses. S'il est inutile ici de s'attaquer directement à ce débat, nous croyons toutefois qu'il est possible de classer les points de vue sur les transformations contemporaines du capitalisme selon leur réponse à deux questions quant à la nature du capital :
 1. la mesure du capital, en tant que capacité de revenu, est-elle déterminée par sa productivité ?
 2. la connaissance est-elle une nouvelle forme intangible du capital productif ?
- 3 L'analyse économique traditionnelle, soit-elle classique, marxiste^{3[4]} ou néoclassique, s'est normalement ancrée dans une doctrine de la productivité du capital, la valeur du capital étant systématiquement mesurée par la productivité intrinsèque des moyens de production qui le constituent. Les débats contemporains portent alors seulement sur l'intégration à l'analyse de nouvelles formes de productivité, tels les actifs intangibles que seraient la connaissance ou le capital intellectuel. Si une frange plus traditionnaliste de cette littérature refuse d'intégrer la connaissance comme nouvel actif productif et nie alors que nous assistions à une transformation structurelle du système économique, plusieurs considèrent plutôt que les analyses économiques traditionnelles sont obsolètes et que nous devons y intégrer une dimension cognitive. Ainsi, les écrits enthousiastes sur la Nouvelle Économie ou sur l'économie de la connaissance proviennent de ce terreau conceptuel.
- 4 Néanmoins, quelques rares auteurs, surtout issus de la tradition institutionnaliste américaine, ont tenté dès le début du XXe siècle d'appréhender le capitalisme en rejetant la doctrine de la productivité du capital. Parmi ces théorisations alternatives du capitalisme, celle proposées par Thorstein Bunde Veblen reste à nos yeux la plus pertinente pour comprendre les transformations contemporaines⁴. Pour Veblen, la production industrielle n'est pas simplement le résultat de l'accumulation de moyens matériels de production mais dépend d'abord du stock immatériel de savoir-faire, de connaissances technologiques et des pratiques existant au sein de la collectivité, à savoir l'équipement immatériel déterminé culturellement, accumulé et transmis dans et par la collectivité : « "production goods" cost nothing but labour ; the immaterial equipment of technological proficiency costs age long experience » (Veblen 1990b [1915], p. 133).
- 5 Veblen considère que la production de la richesse relève du monde industriel formé des connaissances techniques et des moyens de production matériels. Néanmoins, en tant que capacité de revenus, le capital relève d'une logique pécuniaire du monde des affaires qui cherche à s'approprier la capacité productive d'une collectivité afin d'en tirer le plus large bénéfice possible. La maximisation des revenus du capital ne dépend pas de la maximisation de la production mais plutôt de la maximisation du contrôle sur l'industrie et sur la collectivité en général, de manière à accroître la dépendance de la collectivité face aux ressources accaparées par les intérêts d'affaires. Ainsi, ce n'est plus la productivité des moyens de production qui détermine le niveau de revenu du capital mais bien l'ensemble des institutions, lois et normes en vigueur assurant d'une manière ou d'une autre un plus grand contrôle par la classe d'affaires sur les moyens d'existence de la collectivité.

- 6 Si Veblen s'est beaucoup attardé à comprendre les formes et moyens de contrôle capitalisés par la classe d'affaires au temps de ce qu'il appelait le *New Order*⁵, le contrôle sur les connaissances productives, sur le savoir industriel et sur sa mise en oeuvre constituait pour lui le noyau du capital comme forme de contrôle sur la collectivité. Ainsi, dans une perspective véblénienne, la connaissance ne constitue pas une nouvelle forme de productivité apparue avec la révolution technologique des trente dernières années ; elle a toujours été au centre de la productivité de toute société.
- 7 Alors que l'économie néoclassique, marxiste ou régulationniste ignore normalement la pensée de Veblen, force est de constater que l'on retrouve des éléments typiquement vébléniens dans leurs développements récents. Pour la théorie néoclassique, les différentes tentatives pour faire en sorte d'endogénéiser la technologie et la connaissance à un processus de croissance économique endogène (Lucas 1988 ; Mankiw 1995 ; Romer 1995) oblige à redéfinir complètement la notion de *capital* afin d'en faire une entité sociale (McCormick 2002). Par exemple pour Robert Lucas « human capital is a *social activity*, involving groups of people in a way that has no counterpart in the accumulation of physical capital » (1988, p. 19, italiques par l'auteur). Dans les traditions marxistes et régulationnistes plusieurs auteurs posent l'hypothèse que nous sommes maintenant à l'aube d'une nouvelle étape du capitalisme, le capitalisme cognitif, où les lois de la valeur s'effondrent et où nous devons dorénavant analyser l'accumulation capitaliste non plus en termes de production de richesses mais plutôt en termes de pouvoir de prédation du capitaliste sur la collectivité. Si certains considèrent que la production est devenue un phénomène collectif, voire biopolitique, au sein de réseaux sociaux de production et de coopération qui constituent un nouveau sujet historique qu'ils nomment la *multitude* (Hardt & Negri 2001 ; Virno 2002), les avocats de l'hypothèse du capitalisme cognitif considèrent que dans une économie de la connaissance, le capital est moins un moyen de production qu'un moyen de prédation pour s'approprier privément une richesse produite collectivement⁶. À cet égard, leur analyse rejoint la séparation qu'opère Veblen entre le monde de l'industrie et celui des affaires. Étant donné cette convergence récente des analyses néoclassiques, marxistes et régulationnistes en direction des analyses trop souvent ignorées de Veblen, nous croyons qu'il devient absolument nécessaire de mettre davantage en lumière la pensée de Veblen afin de voir en quoi elle peut être utile pour mieux comprendre les transformations économiques récentes.
- 8 En dissociant la notion de capital de celle de productivité et en mettant la connaissance au centre de la notion de productivité, les travaux de Veblen offrent un éclairage différent et riche sur la nature de l'économie de la connaissance. Dans une perspective véblénienne, l'analyse que l'on pourrait alors faire des transformations contemporaines du capitalisme ne porterait pas sur les nouvelles formes de productivité liées à la connaissance mais plutôt sur les nouveaux modes de contrôle du savoir industriel détenus par la classe d'affaires.
- 9 Ce texte vise à mettre en évidence la pertinence contemporaine et le pouvoir d'analyse de la perspective véblénienne sur la dynamique d'accumulation du capital afin de comprendre les transformations contemporaines du capitalisme. Pour ce faire, nous présenterons en détail l'analyse du capital proposée par Veblen en montrant comment elle intègre les différentes formes de pouvoir institutionnel au centre de l'analyse économique. Nous présenterons sa méthode d'analyse économique inductive ainsi que sa conception inductive du capital. Nous montrerons ensuite comment l'articulation du concept de capital en termes de contrôle par les intérêts d'affaires sur les connaissances

technologiques à travers la propriété d'actifs tangibles et intangibles permet de développer une théorie générale de la capitalisation des pouvoirs institutionnels. Finalement, nous montrerons comment cette théorie nous permet une nouvelle interprétation des transformations structurelles de l'économie contemporaine.

Les contributions de Veblen à la théorie du capital

- 10 Veblen a publié une série de travaux abordant le concept de capital entre 1904 et 1908. L'œuvre majeure de Veblen à ce sujet est sans aucun doute sa *Theory of Business Enterprise* (1996 [1904]) dans laquelle il construit une conception du capital d'un point de vue purement inductiviste. Cette analyse sera poursuivie à travers quatre longs articles en 1908 en vue de mettre cette conception inductiviste en perspective avec les autres conceptions existantes du capital dans la théorie économique :
 1. Professor Clark's Economics (1990c [1908])
 2. Fisher's Capital and Income (1998b [1908])
 3. On the Nature of Capital I : The productivity of capital goods (1971b [1908])
 4. On the Nature of Capital II : Investment, Intangible Assets, and the Pecuniary Magnate (1971c [1908])
- 11 Il faut noter que Veblen poursuivra son analyse du capital entre autres à travers quatre ouvrages *The Instinct of Workmanship and the State of the Industrial Arts* (1990a [1914]), *The Vested Interests and the Common Man* (2002 [1919]), *The Engineers and the Price System* (1971a [1921]) et *Absentee Ownership; Business Enterprise in Recent Times: The Case of America* (1997 [1923]).
- 12 La réflexion de Veblen se déroule en deux temps ; d'abord Veblen ébauche une théorie du capital par l'observation du capitalisme réel au tournant du siècle dernier ; ensuite il élabore une réflexion plus générale sur les formes historiques des processus industriels de production qui ont conduit à l'entreprise d'affaires, en montrant que la capitalisation d'actifs (soient-ils tangibles ou intangibles) repose sur le pouvoir de contrôle qu'offrent ces actifs sur l'ensemble de la communauté. Nous présentons ici ces deux moments de sa réflexion.

Une analyse inductive du monde des affaires

- 13 La méthode d'analyse dont se sert Veblen se veut purement inductive ; on ne peut comprendre la réalité économique qu'en observant la réalité effective et non pas en essayant d'en déduire le fonctionnement à partir de postulats théoriques. Comme l'explique Veblen dans son article sur Fisher (1998b [1908], p. 150) :

« A modern science has to do with the facts as they come to hand, not with putative phenomena warily led out from a primordial metaphysical postulate, such as the "hedonic principle". To meet the needs of science, therefore, such modern concepts as "capital" and "income" must be defined by observation rather than ratiocination. »
- 14 Veblen concède que la construction du concept de capital par l'observation est un processus long et difficile et que cela oblige l'analyste à renoncer à la construction d'un concept universel de capital applicable en tous temps et en tous lieux. Veblen fait remarquer que le capital n'est pas d'abord un concept de la théorie économique, c'est

plutôt un concept utilisé par les hommes d'affaires, un terme s'inscrivant dans la pratique des affaires et faisant consensus seulement parmi les praticiens des affaires. Les économistes n'ont fait que tenter d'expliquer, ou plutôt de normaliser cette réalité des affaires, sans grand succès, à travers une approche déductive à partir de leurs perspectives théoriques téléologiques⁷. Toutefois, ce concept d'affaires évolue constamment et sa signification n'est pas nécessairement la même qu'il y a 50 ans ; de plus, Veblen concède que le concept risque d'évoluer énormément dans la langue des affaires dans les années qui suivent, étant donné le bouillonnement des nouveaux phénomènes financiers (trusts, cartels, holdings, etc.). Mais les hommes d'affaires savent exactement ce que ce terme signifie pour eux, le concept est suffisamment clair et précis pour servir à leur pratique courante. Et puisque la réalité de ce terme n'existe que par cette pratique effective des affaires, l'économiste ne doit pas construire sa propre terminologie sur des bases déductives (Veblen, 1998b [1908], pp. 151-152)⁸ :

« if the economist is to deal with the phenomena of modern life in which this concept [of capital] serves a use of first-rate importance, he must take the term and the concept as he finds them. It is idle fatigue to endeavor to normalise them into a formula which may suit his prepossessions but which is not true to life. The mountain will not come to Mahomet. »

- 15 Comment l'économiste peut-il alors se rendre à la montagne ? Dans sa *Theory of Business Enterprise* (1996 [1904]) Veblen tentait en effet un tel pèlerinage. Mais Veblen n'aurait jamais pu emprunter une telle direction s'il n'avait eu en main les outils empiriques nécessaires pour son entreprise. Ces outils sont devenus disponibles avec l'immense rapport de dix-neuf volumes de la Commission industrielle américaine (*Report of the Industrial Commission*, 1900-1902) qui, dans la lignée des lois anti-trusts, devait faire toute la lumière sur la pratique effective des affaires au sein de l'économie américaine⁹. En fait, la *Theory of Business Enterprise* (1996 [1904]) se veut une sorte de synthèse analytique de tous les faits et témoignages rapportés au sein du rapport de la Commission Industrielle.
- 16 Ce que Veblen dégage des faits et témoignages divulgués dans les *Reports of the Industrial Commission* est d'abord une vision du monde économique divisé en deux :
 1. Le monde industriel où les réseaux et le système d'industries sont de plus en plus interdépendants et performants.
 2. Le monde d'affaires où le pouvoir discrétionnaire de l'homme d'affaires sur l'industrie va grandissant avec les nouvelles formes de propriété telles l'entreprise d'affaires ou la société par actions.
- 17 Dans le monde industriel, Veblen remarque que la mécanisation de l'industrie et la standardisation de la production a conduit à une mise en réseau de la production industrielle où s'est développée une interdépendance et une concaténation des industries (1996 [1904], pp. 15-16) :

« concatenation of industries has been noticed by most modern writers. [...] the prevalent standardization of industrial means, methods, and products greatly increases the reach of this concatenation of industries, at the same time that it enforces a close conformity in point of time, volume, and character of the product [...] By virtue of this concatenation of processes the modern industrial system at large bears the character of a comprehensive, balanced mechanical process. »
- 18 Cette concaténation industrielle a conduit à accroître considérablement les capacités de production de l'industrie, ce qui fait de sorte que le point de départ de Veblen est celui d'une société d'abondance, à savoir que l'utilisation maximale des ressources productives nous conduirait directement à une crise de surproduction. Ce point de départ de Veblen

contraste dramatiquement avec la vision traditionnelle des économistes qui postulent la rareté et analysent la valeur comme un effort de production, comme « le travail et la peine » pour s'extraire de la rareté¹⁰. Un axiome traditionnel des économistes est que les besoins sont illimités, d'où la rareté qui cause la rivalité entre individus. Pour Veblen, la logique est inversée, la rivalité pécuniaire entre les individus conduit à la consommation ostentatoire qui cause la rareté¹¹. La rareté n'est pas fixée dans l'absolu par les limites de la nature mais repose sur une logique différentielle de rivalité entre les individus. La rareté n'existe pas d'elle-même, elle est construite afin que les élites puissent bénéficier d'une plus grande distinction.

- 19 Si l'industrie concaténée est plus performante, elle n'est pas auto-régulée, elle est plutôt contrôlée par une élite que Veblen identifie sous le nom de *classe de loisir* (1970 [1899]), *intérêts établis* ou *classes entretenues*¹² (2002 [1919]). Au sein du *New Order* l'élite sociale est principalement constituée par les propriétaires absentéistes (1997 [1923]), à savoir les hommes d'affaires (1996 [1904], pp. 2-3) :

« The business man, especially the business of wide and authoritative discretion, has become a controlling force in industry, because, through the mechanism of investments and markets, he controls the plants and processes, and these set the direction of movement for the rest. [...] no single factor in the cultural situation has an importance equal to that of the business man and his work. »

- 20 Si les hommes d'affaires contrôlent le processus industriel, leur motif d'action est le gain pécunier et leur méthode d'action reste essentiellement à travers les transactions pécuniaires d'achat et de vente (ils contrôlent mais ne participent pas au processus industriel). Veblen fait alors remarquer que si le bien-être de la communauté serait mieux servi par le fonctionnement sans entrave du système industriel (qui ne relèverait alors plus d'une problématique d'économistes mais plutôt d'une problématique d'ingénieurs)¹³, les intérêts pécuniers de l'homme d'affaires ne seraient pas comblés de façon maximale par le simple maintien sans défaillance du processus industriel. Laissé à la seule gestion des ingénieurs, le système productif comblerait rapidement les besoins de l'ensemble de la population, ce qui signifierait plutôt pour l'homme d'affaires une crise de surproduction faisant baisser les prix et ses profits. Toutefois, l'homme d'affaires peut obtenir un gain différentiel substantiel s'il contrôle des éléments stratégiques du système industriel lui permettant de saboter la production en nuisant à son articulation interstitielle. La perturbation du système industriel pour les besoins intéressés de l'homme d'affaires devient donc une norme des affaires et non pas une exception (1996 [1904], pp. 31-32) :

« The exigencies of this business of interstitial disturbance decide that in the common run of cases the proximate aim of the business man is to upset or block the industrial process at some one or more points. His strategy is commonly directed against other business interests and his ends are commonly accomplished by the help of some form of pecuniary coercion. »

- 21 Les pratiques d'affaires sont donc des pratiques prédatrices de sabotage industriel et la dynamique économique en cause ici n'est plus un jeu à somme positive ou nulle, mais un jeu à somme négative¹⁴. Comme l'explique Veblen : « The whole case has some analogy with the phenomena of blackmail, ransom and any similar enterprise that aims to get something for nothing » (Veblen, 2002 [1919], p. 54). L'homme d'affaires s'immisce dans un interstice du système industriel concaténé, et selon sa capacité à perturber le système industriel (selon l'importance de l'interstice accaparé, pris en otage), il est en position de

réclamer une rançon (une rente de situation) plus ou moins forte. Veblen, de manière ironique, y voit là le droit naturel de l'investisseur (1997 [1923], pp. 65-67) :

« any person who has the legal right to withhold any part of the necessary industrial apparatus or materials from current use will be in a position to impose terms and exact obedience, on pain of rendering the community's joint stock of technology inoperative for that extent. Ownership of industrial equipment and natural resources confers such a right legally to enforce unemployment, and so to make the community's workmanship useless to that extent. *This is the Natural Right of Investment.* [...] Plainly, ownership would be nothing better than an idle gesture without this legal right of sabotage. Without the power of discretionary idleness, without the right to keep the work out of the hands of the workmen and the product out of the market, investment and business enterprise would cease. »

- 22 C'est le droit de propriété de l'homme d'affaires sur des actifs stratégiques nécessaires à l'ensemble de la collectivité qui constitue sa capacité de revenu. Et cette capacité de revenu ne dépend pas de la productivité intrinsèque de l'actif mais bien de son importance stratégique par rapport à l'ensemble du système de production. Ainsi, la Standard Oil de Rockefeller possède une forte valeur de marché (ou une forte capitalisation) non pas parce qu'elle est fortement productive mais parce qu'elle contrôle seule l'ensemble des raffineries de pétrole par où doit transiter l'essentiel de l'énergie nécessaire à l'ensemble des industries. La capacité de profit d'une entreprise en tant qu'organisation active (*going-concern*) dépend du contrôle que celle-ci opère sur l'ensemble de la collectivité et non de la productivité intrinsèque des actifs tangibles capitalisés.
- 23 Évidemment, une telle représentation de la réalité économique signifierait qu'il n'existe plus un taux de profit uniforme dans l'économie ; et c'est effectivement ce qu'observe Veblen (1996 [1904], p. 90) :

« The "ordinary rate of profits" has become a more elusive idea. The phenomenon of a uniform rate of profits determined by competition has fallen into the background and lost something of its matter-of-fact character since competition in the large industry has begun to shift from the position of a stable and continuous equilibration to that of an intermittent, convulsive strain in the service of the larger business men's strategy. »

Une conception inductiviste du capital d'affaires

- 24 C'est donc dans cette logique, dans cette observation de la prédation du système industriel par l'homme d'affaires (plutôt que par une logique de l'équilibre) que Veblen cherche à construire, toujours à partir d'une méthode inductiviste, son concept de capital. Pour Veblen, les hommes d'affaires ne parlent pas du capital pour désigner un stock d'équipement par lequel l'industrie réalise un produit utile à la collectivité ; cette conception n'a aucun lien avec la réalité des affaires. La gestion moderne des affaires ne porte aucune considération à la conception du « capital social »¹⁵ (Veblen, 1996 [1904], p. 135) :

« Modern business management does not take that [social capital] point of view, nor does "capital" carry such a meaning to the modern business man; because the guiding circumstances under which modern business is carried on are not those supposed to be given by a beneficent order of nature, nor do the controlling purposes of business traffic include the general well-being which constituted the final term of Adam Smith's social philosophy. »

- 25 Dans la terminologie des affaires, "capital" désigne uniquement un fonds de valeur monétaire et ce fonds (même sous sa forme agrégée) ne possède qu'une relation éloignée et fluctuante avec ce que nous appelons le capital social ou productif. Veblen concède qu'au début du XIXe siècle la base effective de la capitalisation était normalement le coût des biens de production mais cette base de capitalisation a été remplacée sous le régime d'affaires de la fin du XIXe siècle (Veblen 1996 [1904], p. 137) : « the basis of capitalization has gradually shifted, until the basis is now no longer given by the cost of material equipment owned, but by the earning-capacity of the corporation as a going-concern ».
- 26 La matérialité des éléments capitalisés n'a donc plus aucune importance puisque toute capacité de gain peut être capitalisée. Les actifs capitalisés peuvent donc être aussi bien tangibles qu'intangibles, le capital reste un fonds de valeur monétaire correspondant uniquement à la valeur actualisée des gains putatifs de l'homme d'affaires, ou plutôt de l'entreprise en tant que *going-concern* (puisque les titres et actions formant la capitalisation effective sont toujours émis au nom d'une entreprise). Veblen en arrive donc à une définition du capital ne faisant aucune référence au capital social ou productif, à l'utilité ou à la matérialité, mais cette définition serait la seule possible pour décrire la réalité effective des affaires (Veblen, 1996 [1904], p. 131) : « "Capital" means "capitalized putative earning-capacity", expressed in terms of value ». Le capital est un pouvoir de revenu dont la valeur correspond à la valeur actualisée des revenus anticipés.
- 27 La définition proposée par Veblen est très proche de celle proposée par les néoclassiques de son époque selon laquelle le capital représente l'actualisation des revenus futurs. Néanmoins, les néoclassiques considèrent que les revenus possèdent nécessairement une contrepartie productive. Par exemple, pour Böhm-Bawerk (1891 [1888]), la valeur du capital est d'abord une valeur imputée selon l'actualisation de la valeur qu'auront les biens de consommation futurs (ou les services de la consommation future) produits par les biens capitaux actuels qui ne sont en fait qu'un détour de production. La valeur anticipée imputée aux biens capitaux est ici fondée sur une vision de la productivité intrinsèque du capital ; le capital est le créateur de sa propre valeur, sa productivité intrinsèque détermine sa propre valeur. De même pour Fisher qui considère que « capital is simply income "capitalised" » (1897, p. 531). Toutefois, Fisher considère que tout revenu correspond à un service (une utilité) obtenu grâce à des objets matériels, d'où une vision du capital qui lie tout revenu avec une production de services ou d'utilité. En fait, si la valeur du capital se détermine au final par le "revenu psychique" (l'utilité du service) qu'il procure (Fisher 1991 [1906], pp. 165-179), tout bien économique devient du capital et Fisher évite ici la difficulté de distinguer entre les biens capitaux et les biens de consommation. Néanmoins, Fisher devra se prêter à toute une gymnastique intellectuelle pour montrer par exemple comment le "Good-will", entendu ici uniquement en termes de "bonne réputation" est en fait lié à des biens économiques producteurs de revenu psychique¹⁶.
- 28 Pour Veblen, la rentabilité en valeur du capital ne dépend pas de sa productivité intrinsèque mais dépend de l'ensemble du système économique. S'il reprend la définition proposée par Fisher et Böhm-Bawerk selon laquelle la valeur du capital correspond à la valeur actualisée des revenus futurs, il ne tente en rien d'associer ces revenus à une nécessaire contrepartie productive. Pour Veblen, un usufruit est constamment dégagé du système industriel mais la valeur actualisée du capital ne dépend pas de la valeur que le capital crée mais plutôt de la valeur qu'il permet d'accaparer. Aux mains de l'homme d'affaires, le capital n'est pas d'abord un outil de production, c'est un outil de prédation

pour accaparer le plus grand usufruit possible dans l'ensemble du système. Production de richesse et accaparement de valeur sont donc deux choses distinctes chez Veblen ; et si les biens de production tangibles produisent nécessairement l'usufruit, sa valeur dépend plutôt de sa capacité de prédation de l'usufruit dans l'ensemble du système. Le capital n'a donc plus besoin d'être tangible ; même le capital intangible ne produisant pas d'usufruit peut avoir une valeur s'il possède une capacité à accaparer l'usufruit.

- 29 Certains liens existent toutefois entre les moyens de production et la capacité de revenu puisque la capacité de revenu repose sur le contrôle (et le sabotage) de la production de richesses mais Veblen s'oppose radicalement à l'idée fondamentale de la science économique selon laquelle les revenus sont déterminés par la production. On passe donc d'une analyse atomiste du capital où chaque bien capital est créateur de sa propre valeur à une vision holiste du capital où la valeur des biens capitaux dépend de leur capacité de prédation dans l'ensemble du système économique. Les unités de capital ne sont pas les déterminants de leur productivité et de leur valeur mais dépendent de l'organisation technologique de l'ensemble de la société. C'est par ce passage d'une analyse micro-économique à une analyse macroscopique que Veblen en arrive à conceptualiser les actifs intangibles comme faisant partie intégrante du capital.
- 30 Veblen montre quelques-unes des réalités d'affaires qui permettent d'augmenter la capacité de gain sans se fonder sur des réalités matérielles. Par exemple, pionnier de l'analyse économique de la publicité, il montre comment les firmes peuvent vendre leurs produits plus chers en contrôlant directement la demande pour ces produits par les manipulations des désirs des masses. L'image de marque, la réputation, les contrôles des réseaux de production et de distribution, les capacités monopolistiques, les lois protectionnistes en vigueur, le soutien de l'État, la capacité d'exploitation de la main-d'œuvre, les croyances populaires, l'accès au crédit¹⁷, bref toute réalité sociale stratégique peut permettre l'obtention de gains différentiels et constitue ainsi des « actifs intangibles » pour les firmes.
- 31 Ainsi, Veblen désigne de manière générique *Good-Will* la réalité d'affaires la plus à même d'augmenter la capacité de gain sans faire appel à des actifs tangibles. Il entend par ce terme une panoplie d'actifs intangibles offrant un avantage différentiel à l'entreprise en tant que *going-concern* (Veblen 1996 [1904], p. 139) :
- « Good-will taken in its wider meaning comprises such things as established customary business relations, reputation for upright dealing, franchises and privileges, trade-marks, brands, patent rights, copyrights, exclusive use of special processes guarded by law or secrecy, exclusive control of particular sources of materials. All these items give a differential advantage to their owners, but they are of no aggregate advantage to the community. They are wealth to the individuals concerned – differential wealth ; but they make no part of the wealth of nations. »
- 32 Pour Veblen toute corporation industrielle (ou entreprise en tant que *going concern*) capitalise à la fois des actifs tangibles (elle doit fournir un produit) et du *Good-will*. Le *Good-will* peut s'obtenir par une situation privilégiée dans laquelle se trouve la corporation ou encore peut se construire par différentes tactiques d'affaires dont la publicité¹⁸ ou l'accès au crédit. Veblen fait remarquer que dans le régime contemporain des affaires, le recours au *Good-will*, tout comme le recours au crédit, est devenu nécessaire pour toute corporation qui veut survivre à la concurrence (1996 [1904], pp. 142-143) :
- « When a corporation begins its life history without such a body of immaterial differential advantages, the endeavours of its management are early directed to

working up a basis of good-will in the way of trade-marks, clientèle, and trade connections which will place it in something of a monopoly position, locally or generally. Should the management not succeed in these endeavours to gain an assured footing on some such "immaterial" ground, its chance of success among rival corporations are precarious [...] The substantial foundation of the industrial corporation is its immaterial assets. »

- 33 Veblen pousse toutefois sa conception inductiviste du capital dans un raisonnement quelque peu problématique portant sur le contrôle des corporations ou *going-concerns*. À travers son observation des réalités d'affaires, Veblen en arrive à défendre l'idée que la capitalisation d'un *going-concern* se fait généralement sous deux modes (1996 [1904], p. 137-147) :
1. La corporation capitalise dans un premier temps l'équipement industriel (actifs tangibles) et les droits de propriété nécessaires pour la production (brevets, *copyrights*) à travers l'émission d'actions privilégiées et de débetures.
 2. La corporation capitalise ensuite ses actifs intangibles, son *good-will* grâce aux actions ordinaires. Le *good-will* constitue alors, normalement, la plus grande part de la capitalisation de la corporation.
- 34 Veblen cherche alors à en tirer un raisonnement sur le mode de gouvernance de la firme. Il considère que les propriétaires (*owners*) des actifs tangibles du *going-concern* (les détenteurs d'actions privilégiées) cherchent en fait à en assurer la pérennité mais ils sont supplantés dans la direction du *going-concern* par les gestionnaires (*managers*) qui détiennent les actions ordinaires. Les gestionnaires, détenteurs des actifs intangibles et véritables capitaines de l'industrie, dirigent le *going-concern* dans une logique du court-terme en vue d'en augmenter à tout prix le *good-will*, ce qui peut parfois les conduire au naufrage. Les propriétaires des actifs tangibles perdent donc le contrôle du *going-concern* aux mains des détenteurs des actifs intangibles.
- 35 En tentant de développer un raisonnement sur le mode de gouvernance de la firme, Veblen pose ici les balises d'une des problématiques fondamentales de l'institutionnalisme en économie¹⁹, mais cette logique d'opposition entre *owners/managers* selon le type d'actions détenues (et selon le type d'actifs auxquels elles correspondent) a de quoi laisser perplexe. Même si Veblen se base sur des témoignages de magnats financiers pour arriver à ces conclusions, il utilise des correspondances approximatives quant aux actions et les actifs qu'elles représentent pour en arriver à des conclusions tranchées sur lesquelles il construit tout le reste de son raisonnement sur le capital des corporations d'affaires. Veblen lui-même abandonnera par la suite cette idée d'opposition entre *owners/managers* en expliquant que les correspondances sont finalement trop floues pour en dégager des conclusions. Mais ces correspondances, maintes fois ressassées dans les passages sur le capital d'affaires, restent une partie intégrante de toute sa réflexion sur le capital dans sa *Theory of Business Enterprise*.

Productivité sociale et capitalisation des actifs tangibles et intangibles

- 36 Dans ses deux articles de 1908 sur la nature du capital, Veblen reformule sa conception du capital de manière plus théorique. D'abord, il cherche à conceptualiser la notion de productivité sociale ou technologique pour ensuite montrer comment s'y articule la dynamique de la capitalisation des actifs tangibles et intangibles.

- 37 Pour aborder la question de la productivité, Veblen explique que l'homme n'a jamais vécu comme un individu isolé. L'histoire humaine a plutôt été l'histoire de communautés humaines, chacune unie par une solidarité interne et marquée par une certaine continuité culturelle à travers les générations (1971b [1908], pp.107-108). Toute collectivité possède un savoir technologique, une expérience pratique partagée et des compétences techniques que Veblen désigne comme étant l'équipement immatériel de la collectivité²⁰. Cet équipement immatériel est accumulé et transmis uniquement au sein d'une collectivité et non par des individus isolés (1971b [1908], pp.109-111). Les inventions, innovations et découvertes sont évidemment le fruit d'individus mais ceux-ci ont la possibilité d'élargir la sagesse accumulée par la collectivité grâce à son accès à l'équipement immatériel partagé et à la capacité d'apprendre à partir de l'expérience accumulée des autres. Ainsi, « Les inventions et découvertes ainsi faites incarnent toujours une telle part de ce qui est donné que la contribution créatrice de l'inventeur est négligeable en comparaison » (1971b [1908], p. 111). Pour Veblen, la productivité n'est donc pas une dimension intrinsèque de la force de travail ou des biens capitaux ; elle est radicalement sociale puisqu'elle résulte de la technologie²¹ partagée par la collectivité (1971b [1908], p. 111) :

« À tout stade de culture connu, ce fonds commun d'équipement technologique intangible est relativement étendu et complexe — relativement aux capacités qu'a tout individu de le créer ou de l'utiliser — et l'histoire de son développement et de son usage est celle du développement de la civilisation matérielle. C'est une connaissance de moyens et de techniques incarnées dans des mécanismes et des procès matériels par lesquels vivent les membres de la communauté. »

- 38 Le travail humain, le savoir des individus et l'équipement matériel ne peuvent être "productifs" que s'ils s'articulent à l'équipement immatériel de la collectivité. Ainsi, les biens productifs (ou actifs tangibles) incarnent physiquement la technologie de la communauté, ils sont les moyens matériels pour mettre en œuvre le savoir technologique de la communauté. Un bien devient un actif tangible que par une convention langagière²² en évolution. Prenons l'exemple de l'obsolescence d'un bien capital : suite à une révolution technologique dans un secteur industriel donné, les anciens biens capitaux qui ne s'intègrent plus dans cette nouvelle donne technologique sont simplement jetés aux poubelles car devenus sans valeur économique même s'ils sont toujours aussi fonctionnels qu'au moment de leur sortie de l'usine (1971b [1908c], pp. 128-129). Les biens capitaux ne sont donc pas intrinsèquement productifs, mais la technologie l'est et les biens capitaux participent à la productivité uniquement s'ils sont intégrés à cette technologie. De plus, la technologie est sociale par définition puisqu'elle ne peut être et détenue et transmise que par une collectivité, et non pas par des individus ou des familles.
- 39 La question pour Veblen est alors de comprendre comment il est possible que des biens capitaux incarnant une productivité technologique collective puisse devenir des sources de revenus privés. Veblen montre d'abord que dans les phases plus primitives du développement technologique, la possession d'équipement matériel de production permettant de mettre en œuvre l'équipement immatériel de la communauté ne procure pas un avantage différentiel à son possesseur puisque l'équipement matériel n'est ni complexe, ni rare (puisque plusieurs individus possèdent les connaissances suffisantes pour produire eux-mêmes leurs moyens de production). Avec le développement des arts industriels et la complexification de l'équipement industriel, la possession de biens

capitaux peut devenir un actif stratégique pour accaparer et contrôler une partie de l'équipement immatériel de la communauté (1971b [1908], pp. 113-114) :

« Dès que, ou dans la mesure où le développement technique est tel qu'il exige une unité relativement grande d'équipement matériel pour la poursuite effective de l'industrie — ou tel que la possession de l'équipement matériel nécessaire devient une question si lourde de conséquences qu'elle handicape grandement les individus qui en sont privés et donne un avantage notable à ceux qui les possèdent habituellement — alors un principe de force intervient, les droits de propriété commencent, apparemment, à prendre une forme définie ; les principes de propriété acquièrent force et consistance et les gens commencent à accumuler les biens capitaux et à prendre des mesures pour les sauvegarder. »

- 40 Ainsi, dans une société développée technologiquement, la propriété et le contrôle de l'équipement matériel nécessaire pour mettre en œuvre l'équipement immatériel de la communauté deviennent des stratégies de contrôle et des capacités de pouvoir sur l'ensemble de la communauté. Les individus en mesure de prendre avantage des droits de propriété afin d'approprier et d'accumuler les moyens matériels de production²³ peuvent ainsi capturer et contrôler l'usufruit de la productivité sociale. Dans les sociétés agraires, ce sont ceux qui possèdent et contrôlent les terres qui possèdent un avantage stratégique et qui peuvent réclamer une part de l'usufruit collectif (une rente). Ce sera uniquement avec la Révolution Industrielle et le développement de la grande industrie que la propriété de l'équipement industriel deviendra un avantage stratégique pour accaparer et contrôler l'équipement immatériel de la communauté afin de réclamer une part de l'usufruit collectif. La notion de *capitalisme* renvoie donc à la période récente de la civilisation matérielle où la propriété des moyens de production est devenue la méthode principale pour contrôler et accaparer la technologie et l'usufruit de la communauté. La propriété des moyens matériels de production procure effectivement un pouvoir de marchandage pour approprier une partie de l'usufruit collectif sans même participer au processus de production de cet usufruit. Chez Veblen, l'intérêt du capital se confond ainsi avec la notion classique de rente ; ce sont les mêmes principes qui assurent le revenu du capitaliste et le revenu du propriétaire terrien.
- 41 La capitalisation des actifs tangibles, à savoir la capitalisation de la capacité de revenus due à la propriété des moyens industriels matériels est donc déterminée par les « moyens industriels immatériels qu'ils incarnent ou que les propriétaires peuvent accaparer en vertu de leur propriété » (1971b [1908], p. 128). On capitalise ainsi la capacité de contrôle sur la communauté que procure la propriété des moyens matériels de mise en œuvre de la technologie. La capitalisation des actifs tangibles ne reflète pas la productivité intrinsèque des biens capitaux mais la réalité technologique immatérielle renvoyant à l'ensemble du système social, d'où la dimension holiste de l'analyse économique de Veblen.
- 42 On pourrait noter que, dans un secteur où existerait une concurrence pure et parfaite, l'avantage différentiel procuré par l'accaparement des actifs tangibles disparaîtrait ; le revenu des actifs tangibles serait alors déterminé par la valeur actualisée de la quantité de produit multipliée par le prix de concurrence et devrait correspondre au coût de production (ou coûts de remplacement) de ces actifs tangibles. Pour Veblen, toutefois, la période capitaliste suivant la Révolution Industrielle et dominée par la grande industrie exige de l'équipement matériel d'une telle ampleur qu'un individu seul ne peut le produire ou l'utiliser. Il s'opère donc une séparation entre propriété et production : le propriétaire possédant l'équipement matériel (et le pouvoir de marchandage associé

procurant un revenu) ne participe plus à la production, il se spécialise plutôt dans les activités d'*affaires* (gestion, administration) et se déconnecte du monde industriel de la production. Il devient un propriétaire absentéiste.

- 43 Pour Veblen, le capitalisme se caractérise par sa constante capacité à se sortir de la concurrence pure et parfaite à travers le jeu des avantages différentiels ; ce sont ces capacités à s'affranchir de la concurrence pure et parfaite qui causent constamment un écart entre productivité intrinsèque du capital et capacité d'accaparement de l'usufruit. Rappelons que l'objet de l'économie, selon Veblen, n'est pas de montrer comment les forces en présence finissent par s'équilibrer constamment dans un état statique, mais plutôt d'analyser comment le système évolue et se transforme constamment par l'évolution des techniques, de la technologie et les nouvelles formes de contrôle mises à la disposition des classes supérieures pour accaparer l'usufruit. Dans une perspective véblénienne, la société par actions, les trusts et les holdings n'apparaissent pas pour servir les besoins de l'industrie mais plutôt pour contrecarrer les avancées industrielles. C'est parce que l'industrie est devenue tellement performante et permet une production abondante qui réduirait l'avantage différentiel de la propriété des moyens de production — les économistes nomment ce phénomène une crise de surproduction — que se développent des formes de propriété plus sophistiquées afin d'assurer un maintien du contrôle discrétionnaire sur cette capacité de production afin de servir les intérêts établis²⁴.

- 44 Après avoir analysé la dimension immatérielle de la capacité de revenus des actifs tangibles, Veblen se tourne vers les actifs purement intangibles en reprenant ses analyses développées en 1904. Pour Veblen, les actifs tangibles représentent, en tant qu'agrégat, des biens serviciables²⁵ pour la communauté alors que les actifs intangibles sont des faits immatériels appropriés et capitalisés pour leur capacité à procurer un revenu mais qui ne possèdent, en tant qu'agrégat, aucune serviciabilité industrielle, ils sont même souvent nuisibles pour l'industrie. Veblen montre que, traditionnellement et culturellement, dans toute société la distribution des richesses se fait de sorte que certains possèdent une situation privilégiée, un avantage différentiel dans la distribution (traditionnellement les prêtres, les princes, les propriétaires terriens et finalement l'homme d'affaires). Dans la structure institutionnelle même des sociétés, il existe des avantages (et désavantages) différentiels capables de modifier le revenu. Ce sont des avantages différentiels institutionnels d'un autre temps (rente terrienne, charte de compagnies, lettres patentes franchises, droits légaux de monopole, superstitions) qui ont d'abord constitué les premiers actifs intangibles du nouveau régime des entreprises d'affaires, mais Veblen ajoute (1971c [1908], p. 141) :

« Le régime de l'entreprise d'affaires [...] donne aussi naissance à de nouvelles formes d'avantages différentiels qu'il capitalise sous forme d'actifs intangibles. Ils sont tous (ou virtuellement tous) d'un seul type en ce que leur but et leur fondement comme valeur et de capitalisation est un avantage de vente préférentiel. Il en est nécessairement ainsi puisque le but de tout effort économique est, en dernière analyse, une vente avantageuse. »

- 45 Pour Veblen, la forme typique de tels actifs intangibles créés par le régime de l'entreprise d'affaires reste le *Good-will* (présenté dans la section 3). Cependant, Veblen modifie la définition du *Good-will* qu'il avait donné dans sa *Theory of Business Enterprise* pour exclure les avantages différentiels protégés par la loi (tels les brevets, franchises ou droits d'auteur)²⁶ ; le *Good-will* englobe dorénavant le concept plus traditionnel de clientèle mais aussi tout avantage spécial (non-protégé par la loi) provenant d'un degré quelconque de

monopole à travers lequel on obtient un pouvoir de contrôle sur un secteur de l'industrie ou sur la collectivité en général. La mise en place des trusts, pools et holdings dans l'économie américaine s'expliquerait alors par cette volonté de créer du *Good-will* dans le régime de l'entreprise d'affaires. En fait, ces actifs intangibles constituent « the substantial core of corporate capital under the new order » (2002 [1919], p. 74). Il faut noter que si les actifs intangibles sont des pouvoirs institutionnels dans la sphère de la répartition, ces pouvoirs sont différentiels, à savoir ce que l'un gagne l'autre le perd. Veblen insiste même sur le fait que le gain de l'un est plus petit que la perte de l'autre²⁷.

Capitalisation des pouvoirs institutionnels

- 46 Pour synthétiser la pensée de Veblen, nous pouvons résumer son analyse en trois points :
1. La valeur d'un actif donné, tangible ou non, est la valeur capitalisée de sa capacité à procurer un revenu à leur détenteur, et non de sa productivité.
 2. Les actifs tangibles sont normalement serviciables pour la communauté mais leur capacité de revenu est déterminée par le contrôle sur la communauté que procure la propriété de cette fraction des moyens matériels de mise en œuvre du savoir technologique intrinsèquement collectif. Les actifs tangibles forment la capitalisation du processus de production.
 3. Les actifs intangibles sont normalement non-serviciables et capitalisent les avantages différentiels sans caractère technologique dus aux habitudes de vie, aux structures institutionnelles, aux conventions, aux règles légales, au *Good-will*, bref à toute capacité monopolistique des firmes en tant que *going-concern*. Les actifs intangibles capitalisent les avantages différentiels dans la sphère de la répartition.
- 47 La capitalisation des actifs tangibles et intangibles repose en fait sur un aspect immatériel, soit le contrôle que l'actif procure dans la production ou la répartition, bref au contrôle qu'il permet d'exercer sur l'ensemble de la collectivité. À noter que si ce contrôle est parfois direct par exemple par le recours massif à la publicité²⁸ pour manipuler les désirs et les habitudes de la masse, ce contrôle est avant tout structurel et repose sur les structures sociales établies et les habitudes intégrées par la population. L'exemple contemporain de *Microsoft* peut nous permettre d'illustrer notre propos : la forte capitalisation de la valeur boursière de *Microsoft* dépend moins de sa capacité à soumettre par la force la population à sa volonté mais plutôt du fait que la collectivité a intégré dans ses habitudes de pensée la légitimité de la propriété intellectuelle, sans laquelle la valeur de marché de *Microsoft* s'effondrerait.
- 48 Notre interprétation est donc que la dynamique d'accumulation du capital pour Veblen ne se traduit donc pas par une accumulation de moyens de production, elle se traduit plutôt par une accumulation du contrôle sur l'ensemble de l'économie et de la collectivité. Ainsi, la croissance économique (croissance du PIB) est donc moins un indicateur de la croissance de la production de richesses dans une économie mais plutôt un indicateur de l'extension du pouvoir marchand au sein de cette économie, à savoir l'accroissement de la dépendance de la population à la marchandise. La notion de contrôle, et donc de pouvoir, est ainsi intrinsèquement liée au concept de capital. La définition simple du capital que proposait Veblen (1996 [1904], p. 131) : « "Capital" means "capitalized putative earning-capacity", expressed in term of value » est en fait une définition qui ouvre la porte à l'analyse économique en termes de contrôle et de pouvoir. Le capital n'a plus besoin d'être une chose utile, il devient toute capacité à s'accaparer du

revenu, quelle qu'en soit l'origine. Le système industriel de production, contrôlé par les hommes d'affaires qui détiennent l'équipement industriel en tant qu'actifs tangibles, produit un usufruit qui est ensuite accaparé dans la sphère de la répartition grâce à la fois aux actifs tangibles et aux actifs intangibles. Ainsi, non seulement les actifs de la sphère économique de production sont capitalisés (actifs tangibles) mais tout type de réalité institutionnelle, sociale, légale, politique, culturelle, psychologique, religieuse, traditionnelle, technique, bref, toute capacité à procurer un revenu. La capitalisation porte donc sur toute forme de pouvoir institutionnel offrant un contrôle, un gain différentiel dans la répartition.

- 49 Veblen nous dit bien peu de choses sur la concurrence qui existe entre les hommes d'affaires, préférant normalement les considérer comme une classe homogène (la classe de loisir, les intérêts établis, les classes entretenues...) agissant conjointement pour assouvir ses intérêts et accroître son pouvoir. Si la coopération entre entreprises d'affaires reste un phénomène fréquent, force est de constater que la lutte pour des parts de marché peut être impitoyable²⁹. Mais la concurrence que se livrent alors les hommes (et entreprises) d'affaires n'est pas seulement une concurrence de marché visant à produire plus au moindre coût, ce n'est pas non plus seulement une concurrence monopolistique basée sur la différenciation de produits et le pouvoir de marché. Elle prend d'abord et avant tout la forme d'une concurrence systémique mobilisant l'ensemble des capacités de l'entreprise d'affaires pour agir sur les lois, pour s'appuyer sur le pouvoir de l'État, sur le sentiment national, sur l'ensemble de son réseau d'affaires ou même pour recourir à la guerre afin d'accroître ses gains différentiels. Les firmes se concurrencent en recourant à l'ensemble des dispositions légales, politiques, sociales ou symboliques leur offrant un plus grand pouvoir en vue d'accroître leurs gains différentiels. Ainsi, une perspective véblénienne sur l'accumulation du capital devrait se baser sur une logique différentielle de l'accumulation, par exemple en cherchant à comprendre comment les firmes dominantes voient leur niveau de profit croître plus rapidement que le taux normal de profit de l'industrie³⁰.
- 50 Le capital n'est alors plus seulement un concept propre à la sphère économique. Au contraire, il s'approprie chacune des sphères sociales, il les mobilise pour en tirer un gain différentiel ; le capital n'est pas une réalité industrielle, c'est une pratique pécuniaire qui s'immisce dans l'ensemble de la réalité sociale de la communauté. En définissant le capital en tant que capacité anticipée de revenu capitalisée sans référence à la productivité industrielle, Veblen réussit à intégrer le pouvoir, toute forme institutionnelle du pouvoir dans l'économie. L'analyse économique doit donc appréhender le capital qu'en termes de pouvoir, de capacité à contrôler, accaparer du revenu : là se trouve la véritable dynamique du capitalisme.

Réinterpréter avec Veblen les transformations contemporaines du capitalisme

- 51 La perspective véblénienne refuse l'interprétation selon laquelle le cognitif devient la « nouvelle » source de productivité et donc la nouvelle sorte d'actifs qui déterminent la rentabilité du capital. Au contraire, le cognitif a toujours été la principale source de productivité de toute organisation matérielle des sociétés ; la rentabilité du capital n'est toutefois pas déterminée par cette productivité mais plutôt par le contrôle sur cette productivité intrinsèquement cognitive et collective.

- 52 Comment alors expliquer les transformations récentes du capitalisme liées à l'explosion des NTIC ? La croissance et les profits générés depuis le début des années 1990 ne correspondent-ils pas à l'accroissement de la productivité liée aux nouvelles technologies ? Dans une perspective véblénienne, une plus grande productivité industrielle liée à l'évolution socio-technique de nos collectivités ne peut être profitable pour l'accumulation capitaliste que si les institutions sociales existantes permettent de soumettre cette nouvelle productivité au contrôle des financiers. Sinon, elle générerait uniquement une plus grande abondance pour tous qui, dans le langage des économistes, se traduit par des crises de surproduction et une baisse des profits. L'accumulation du capital, maintenant définie comme l'accumulation du contrôle sur les moyens de production, devrait alors se traduire aujourd'hui par de nouvelles formes de contrôle sur la technologie et le cognitif.
- 53 Si nous entrons dans une économie de la connaissance où la connaissance devient fondement de la valeur, alors les nouvelles formes de contrôle seront celles qui permettent de « valoriser la connaissance ». En effet, pour la valoriser, pour lui donner de la valeur, il ne s'agit pas de la créer puisque, par définition, elle est destruction de valeur étant donné que son coût marginal est nul et qu'elle réduit le temps de travail nécessaire à la production (Gorz 2003, p. 46-47). « Valoriser la connaissance », leitmotiv de la compétitivité des pays industrialisés, signifie plutôt de raréfier la connaissance, en bloquer l'accès pour lui conférer de la valeur.
- 54 Une interprétation véblénienne des transformations contemporaines devrait alors se faire à travers une problématique différente de la seule question de rendre compte de l'accroissement de la productivité. Il faudrait plutôt identifier les transformations socio-institutionnelles qui permettent le contrôle du capital sur les capacités technologiques, sur le cognitif. L'emphasis pourrait porter, entre autres, sur ces trois questions :
1. Comment les structures juridiques de la propriété ont-elle évolué pour accroître le contrôle du cognitif par les firmes ? En filigrane de cette question, on trouverait la question de l'extension des droits de propriété intellectuelle aux niveaux national et international ainsi que la dynamique de marchandisation de la génération des savoirs mise en place dans les pays industrialisés par les liens d'affaires entre universités et entreprises^{31[32]}.
 2. Quels sont les principaux actifs intangibles (pouvoirs différentiels dans la sphère de la répartition) à l'œuvre dans cette nouvelle économie ? En plus des droits de propriété intellectuelle, il serait d'un intérêt certain d'identifier les capacités monopolistiques en vigueur dont l'impact de la concentration des secteurs industriels par la récente vague de fusions-acquisitions.
 3. Quelles sont les firmes dominantes (ou intérêts dominants) qui voient leur niveau de profit s'accroître plus rapidement que le taux normal de profit et pourquoi arrivent-elle à ce résultat³² ?
- 55 Si ces thèmes se prêtent bien à la problématique de Veblen, ils n'en sont pas l'exclusivité. L'hypothèse du capitalisme cognitif développée par certains régulationnistes parisiens cherche justement à identifier les nouvelles formes de contrôle qui accroissent les capacités capitalistes de revenu sans accroître la productivité. En fait, cette hypothèse cherche à répondre à la question de la survivance du capitalisme malgré l'arrivée de l'intellectualité de masse^{33[34]} prédite par Marx. Pour les tenants de cette approche, le crépuscule du capitalisme industriel fonctionnant sous le mode de la concurrence et dont le capital restait identifié avec les moyens de production, cède la place à l'aube d'un capitalisme cognitif où le capital en tant que capacité de revenu n'est plus identifié aux

moyens de production mais prend la forme des nouveaux modes de contrôle du cognitif. Par exemple, pour Yann Moulier-Boutang (2001), le capitalisme cognitif repose sur de nouvelles *enclosures*^{34[35]} par la marchandisation et la privatisation des savoirs produits socialement. Si les connaissances sont la nouvelle source de richesse et de revenus et qu'elles sont d'abord produites collectivement, alors les firmes dominantes ne se caractérisent plus comme des centres de production, mais plutôt comme des centres de prédation des externalités positives produites socialement. Pour Hardt et Negri (2000), la production s'est socialisée dans les réseaux de savoirs et de coopération et crée objectivement ce qu'ils nomment la *multitude*. Contre les menaces de cette mise en commun de la production sociale³⁵, les intérêts privés au pouvoir réagissent en mettant en place un réseau de pouvoir, une souveraineté diffuse et totale qui repose sur les firmes dominantes, les États dominants et les organisations multilatérales. Pour François Chesnais (2003), il faut plutôt explorer les rapports de propriété et les formes de captation du « cognitif » au bénéfice du capital financier, qu'il voit surtout dans le concept marxiste du hausse du taux d'exploitation par les transformations de la gouvernance d'entreprise.

- 56 Si ces analyses ne se réclament pas de Veblen (et même l'ignorent tout à fait), il est clair qu'elles se juxtaposent très bien aux problématiques vébléniennes. Si on peut souhaiter un rapprochement entre les institutionnalistes vébléniens et les partisans de l'hypothèse du capitalisme cognitif, il faut tout de même remarquer qu'une différence majeure existe entre ces deux courants. Pour les défenseurs du capitalisme cognitif, nous assistons à un phénomène nouveau, une transformation radicale du système capitaliste qui change de nature. Pour la problématique véblénienne, cette nature non-productive du capital prédateur des réseaux de production existe en fait depuis les origines de la propriété (1998d [1898], pp. 44-49) et c'est avec la naissance du capitalisme d'affaires à la fin du XIXe siècle qu'elle connaît sa pleine maturité. À cet égard, la vision du capitalisme de Veblen se rapproche beaucoup plus de celle de Fernand Braudel qui, dans l'histoire, distinguait systématiquement capitalisme et économie de marché ; le capitalisme étant une organisation du sommet, complexe, sophistiquée, incarné par la *haute finance* (Braudel 1979, p. 9) :

« Là commence une zone d'ombre, de contre-jour, d'activités d'initiés que je crois à la racine de ce que l'on peut comprendre sous le mot de capitalisme, celui-ci étant une accumulation de puissance (qui fonde l'échange sur un rapport de force autant et plus que sur la réciprocité des besoins), un parasitisme social. »

- 57 Ainsi, le capitalisme ne doit plus être analysé à travers le prisme de la concurrence de marché mais plutôt en termes de concurrence pour le contrôle sur la communauté par les élites économiques.

Conclusion

- 58 Il y a un siècle, Veblen soutenait que la capacité de revenu du capital n'était pas déterminée par sa productivité. Il considérait plutôt cette dernière comme étant générée collectivement par la technologie partagée et transmise par la collectivité. Les orthodoxies économiques ont refusé systématiquement un tel raisonnement, cherchant plutôt à "expliquer" (voire justifier) la répartition des revenus à partir de la sphère de la production. En confondant systématiquement les capacités prédatrices de revenus des entreprises avec la création d'une richesse sociale, les théories économiques standards en

sont venues à faire l'apologie systématique des hommes d'affaires tout en justifiant un ensemble de politiques économiques qui ont considérablement accru leur pouvoir institutionnel sur la production.

- 59 Veblen avait compris dès le début du vingtième siècle qu'une telle confusion n'existait que pour justifier et servir les intérêts de la classe dominante. Mieux que tout autre, il a démontré que les profits ne peuvent être « expliqués » par la logique de production industrielle ; les profits ne sont pas la contrepartie naturelle des sacrifices nécessaire pour créer de la richesse sociale.
- 60 Après un long détour d'un siècle, en reconnaissant finalement l'importance des savoirs dans la production industrielle, il semble que les économistes commencent à admettre du bout des lèvres que la sphère de la production n'est pas à elle seule en mesure d'expliquer la nature et la mesure du capital. Le constat est d'autant plus difficile car il s'agit alors de ramener au cœur de la dynamique économique un concept banni depuis Adam Smith, soit le concept de pouvoir. Il faut montrer comment le savoir est accaparé, contrôlé et, bref, capitalisé par les entreprises d'affaires pour comprendre à quel point le capital se fait de moins en moins un « moyen de production », mais plutôt un « moyen de contrôle institutionnel sur la production ». La sphère économique n'est alors plus distincte des autres sphères sociales mais les englobe tout simplement. La dynamique économique devient alors impossible à analyser sans la compréhension des dynamiques sociales et institutionnelles en vigueur. L'économiste ne peut plus être qu'économiste.

Remerciements

L'auteur tient à remercier Jean-Jacques Gislain, Gilles Dostaler, Dimitri della Faille, Diane-Gabrielle Tremblay, Éric Pineault, Ramon Tortajada ainsi que tous ceux qui ont discuté le texte lors de l'université d'été en histoire de la pensée économique de Grenoble en 2005. L'auteur reste toutefois le seul responsable des faiblesses du texte.

BIBLIOGRAPHIE

APEC Economic Committee (2000), *Towards Knowledge-Based Economies in APEC*, APEC secretariat, Singapore.

Berle, A.A. et G.C. Means (1932), *The Modern Corporation and Private Property*, Macmillan, New York.

Bichler, Shimshon et Jonathan Nitzan (2002), *The Global Political Economy of Israel*, Pluto Press, London/Sterling.

Böhm-Bawerk, Eugen (1962) [1881], "Whether Legal Rights and Relationships are Economic Goods", in *Shorter Classics of Böhm-Bawerk*, vol. 1, Libertarian Press, South Holland : pp. 25-138.

Böhm-Bawerk, Eugen (1891) [1888], *Positive Theory of Capital*, Macmillan, London.

- Boyer, Robert (2001), "La diversité des institutions d'une croissance tirée par l'information ou la connaissance ; Halte au déterminisme technologique !", in Centre Saint Gobain pour la recherche en Economie (ed.), *Institutions et croissance*, Albin Michel, Paris : pp. 279-326.
- Braudel, Fernand (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. Tome 2 : Les jeux de l'échange*, Armand Colin, Paris.
- Castells, Manuel (2000), *The Rise of the Network Society*, Blackwell Publishers, Oxford.
- Chesnais, François (2003), "Rapports de propriété et formes de captation du « cognitif » au bénéfice du capitalisme financier", in Vercellone, C. (dir.) *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, La Dispute, Paris : pp. 167-179.
- Commons, John R. (1924), *Legal Foundations of Capitalism*, Macmillan, New York.
- Commons, John R. (1934), *Institutional Economics ; Its Place in Political Economy*, MacMillan, New York.
- Coriat, Benjamin et Fabienne Orsi (2001), *The Installation in the United States of a New Regime of Intellectual Property Rights ; Origins, Content, Problems*, Cahiers de recherches du IDEE-CEPN/CNRS, Paris.
- Corsani, Antonella (2002), "Sapere e lavoro nel capitalismo cognitivo : l'impasse dell'economia politica", Presentation for the Conference *Composizione di Classe nel Capitalismo Cognitivo*, held in University of Paris 1, Panthéon-Sorbonne, Février : <http://www.geocities.com/CognitiveCapitalism/corsani1.html> (consulté le 10 décembre 2005)
- Corsani, A. et al. (2002), *Le capitalisme cognitif comme sortie de la crise du capitalisme industriel ; Un programme de recherche*, Matisse/CNRS Document, Université Paris-1 : <http://matisse.univ-paris1.fr/capitalisme> (consulté le 10 décembre 2005).
- Davenport, Herbert J. (1905), "Capital as a competitive concept", in *Journal of Political Economy*, Volume XIII : pp. 31-47.
- Davenport, Herbert J. (1908), *Value and Distribution*, University of Chicago Press, Chicago, IL.
- Dorfman, Joseph (1934), *Thorstein Veblen and his America*, The Viking Press, New York.
- Economic Report of The President* (2001), Washington, DC.
- Fetter, Frank A. (1915), *Economic Principles*, Century, New York.
- Fisher, Irving (1896), "What is Capital ?", *Economic Journal*, Décembre : pp. 509-534.
- Fisher, Irving (1897), "The Role of Capital in Economic Theory", *Economic Journal*, Décembre : pp. 511-537.
- Fisher, Irving (1991) [1906], *The Nature of Capital and Income* (avec notes manuscrites de Frank Fetter), Faks. Ausg. (Wirtschaft und Finanzen), Düsseldorf.
- Galbraith, John Kenneth (1967), *The New Industrial State*, Houghton Mifflin, Boston, MA.
- Gorz, André (2003), *L'immatériel ; Connaissance, valeur et capital*, Galilée, Paris.
- Greenspan, Alan (1998), *Is There a New Economy ?*, discours du 4 septembre.
- Greenspan, Alan (2000), *Structural Change in the New Economy*, discours du 11 juillet.
- Hardt, Michael et Antonio Negri (2000), *Empire*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Hughes, Hugh P. (1982), *Goodwill in Accounting ; A History of the Issues and Problems*, CBA Business Publishing Division, Atlanta, GA.

Industrial Commission (1900-1902), *Reports of the Industrial Commission* (19 volumes), Government Printing Office, Washington, DC.

Lucas, R.E. (1988), "On the Mechanics of Economic Development", *Journal of Monetary Economics*, #22 : pp. 3-42.

Mankiw, N.G. (1995), "The Growth of Nations", *Brookings Papers on Economic Activity*, #1 : pp. 275-310.

Marshall, Alfred (1952) [1890], *Principles of Economics*, Macmillan, London.

Marx, Karl (1980) [1857-1858], *Manuscripts de 1857-1858 (« Grundrisse »)*, Éditions Sociales, Paris.

Marx, Karl (1993) [1867] *Le Capital* (traduit de l'allemand), Presses Universitaires de France, Paris.

Mayhew, Anne (1987), "Culture : Core Concept under Attack", *Journal of Economic Issues*, vol. 21, Juin : pp. 587-603.

McCormick, Ken (2002), "Veblen and the New Growth Theory : Community as the Source of Capital's Productivity", *Review of Social Economy*, vol. 60, #2, Juin : pp. 263-279.

Moulier-Boutang, Yann (2001), "Richesse, propriété, liberté et revenu dans le « capitalisme cognitif »" in *Multitudes*, #5, mai : <http://multitudes.samizdat.net> (consulté le 10 décembre 2005).

Moulier-Boutang, Yann (2003), *Entreprises et main-d'œuvre à l'heure du capitalisme cognitif*, Conférence pour l'Université de tous les Savoirs, 11 juillet : <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3328,36-325366,0.html> (consulté le 10 décembre 2005).

Mowery, D.C. et al. (2001), "The growth of patenting and licensing by US Universities ; an assessment of the effects of the Bayh-Dole Act of 1980", *Res. Policy*, #30 : pp. 99-119.

Negri, Antonio (2005), *Seminars on the transformations of labour and the crisis of political economy*, organisé par Matisse-Issys & Antonio Negri : <http://seminaire.samizdat.net/> (consulté le 10 décembre 2005)

Nitzan, Jonathan (1998), "Differential Accumulation : towards a new political economy of capital", *Review of International Political Economy*, vol. 5 #2, Été : pp. 169-216.

OCDE (2001), *The New Economy : Beyond the Hype*, OCDE, Paris.

OCDE (2003a), *ICT and Economic Growth : Evidence from OECD Countries, Industries, and Firms*, OCDE, Paris.

OCDE (2003b), *Turning Science into Business ; Patenting and Licensing at Public Research Organisations*, OCDE, Paris.

Paulré, Bernard (2001), "Le capitalisme cognitif. Un nouveau programme de recherche", in Azaïs, C. et al., *Vers un capitalisme cognitif*, L'Harmattan, Paris : pp. 7-21.

Perrow, Charles (2002), *Organizing America ; Wealth, Power and the Origins of Corporate Capitalism*, Princeton University Press, Princeton and Oxford.

Ricardo, David (1996) [1817], *Principles of Political Economy and Taxation*, Prometheus Book, Amherst, MA.

Rifkin, Jeremy (2000), *The Age of Access*, Jeremy P. Tharcher/Putnam, New York.

Romer, P.M. (1998), "Endogenous Technological Change", *Journal of Political Economy*, Été : pp. 71-102.

Roy, William G. (1997), *Socializing Capital ; The Rise of the Large Corporation in America*, Princeton University Press, Princeton.

- Rullani, Enzo (1998), *Capitalismo e conoscenza. L'astrazione del lavoro nell'era telematica*, Manifestolibri.
- Rutherford, M. H. (1980), "Veblen on Owners, Managers, and the Control of Industry", *History of Political Economy*, vol. 12 (#3), Automne : pp. 434-440.
- Samuelson, Paul (1958) [1948], *Economics*, McGraw-Hill Book Company, New York/Toronto/London.
- Smith, Adam (1991) [1776], *The Wealth of Nations*, Alfred A. Knopf, New York/Toronto.
- Veblen, Thorstein (1898), "Why is Economics not an Evolutionary Science ?", *Quarterly Journal of Economics*, vol. XII, Juillet : pp. 373-397.
- Veblen, Thorstein (1970) [1899], *Théorie de la classe de loisir* (traduit de l'anglais), Gallimard, Paris.
- Veblen, Thorstein (1971a) [1921], *Les ingénieurs et le capitalisme* (traduit de l'anglais), Gordon & Breach, Paris-Londres-New York.
- Veblen, Thorstein (1971b) [1908] "Nature du Capital" in Veblen, T. (1971a) : pp. 106-130.
- Veblen, Thorstein (1971c) [1908] "Nature du Capital" in Veblen, T. (1971a) : pp. 130-162.
- Veblen, Thorstein (1990a) [1914], *The Instinct of Workmanship and the State of the Industrial Arts*, Transaction Publishers, New Brunswick, NJ.
- Veblen, Thorstein (1990b) [1915], *Imperial Germany and the Industrial Revolution*, Transaction Publishers, New Brunswick, NJ.
- Veblen, Thorstein (1990c) [1908], "Professor Clark's Economics" in Veblen, Thorstein (1990d) [1919a] : pp. 180-230.
- Veblen, Thorstein (1990d) [1919a], *The Place of Science in Modern Civilization*, Transaction Publishers, New Brunswick, NJ.
- Veblen, Thorstein (1990e) [1899-1900] "The Preconceptions of Economic Science (I, II, III)" in Veblen, Thorstein (1990d) [1919a] : pp. 82-179.
- Veblen, Thorstein (1996) [1904] *The Theory of Business Enterprise*, Transaction Publishers, New Brunswick, NJ.
- Veblen, Thorstein (1997) [1923], *Absentee Ownership ; Business Enterprise in Recent Times : The Case of America*, Transaction Publishers, New Brunswick, NJ.
- Veblen, Thorstein (1998a) [1934], *Essays in our Changing Order*, Transaction Publishers, New Brunswick, NJ.
- Veblen, Thorstein (1998b) [1908], "Fisher's Capital and Income", in Veblen, Thorstein (1998a) [1934] : pp. 148-172.
- Veblen, Thorstein (1998c) [1909], "Fisher's Rate of Interest", in Veblen, Thorstein (1998a) [1934] : pp. 137-147.
- Veblen, Thorstein (1998d) [1898] "The Beginnings of Ownership", in Veblen, Thorstein (1998a) [1934] : pp. 32-49.
- Veblen, Thorstein (2002) [1919b], *The Vested Interests*, Transaction Publishers, New Brunswick, NJ.
- Vercellone, Carlo (sous la dir. de) (2003), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, La Dispute, Paris.

Virno, Paolo (2004), *A Grammar of the Multitude ; For an Analysis of Contemporary Forms of Life*, 2004 : <http://www.generation-online.org/c/fcmultitude3.htm> (consulté le 10 décembre 2005).

NOTES

1. Voir par exemple Economic Report of The President (2001) ou encore les discours de Alan Greenspan (1998, 2000).
2. Voir par exemple OCDE (2001 ; 2003a) et APEC Economic Committee (2000).
3. Pour Marx (1980 [1867], pp. 224-256), la notion de capital désignait une relation sociale d'exploitation par la marchandisation de la force de travail conduisant à l'usurpation de la plus-value. Toutefois, pour démontrer « scientifiquement » cette exploitation, Marx devait mesurer le capital en tant que moyen de production.
4. Parmi les autres rares auteurs qui ont théorisé le capital en dehors de la doctrine de la productivité, on compte Davenport (1905 ; 1908), Fetter (1915), et Commons (1924 ; 1934).
5. Par *New Order*, Veblen désigne le nouvel ordre industriel né du capitalisme sauvage américain depuis la fin du XIXe siècle et centré sur la corporation d'affaires. Ce *New Order* se distingue par la collectivisation du capital au sein des sociétés par actions où le capitaliste devient un propriétaire anonyme, absent et étranger à l'entreprise qu'il possède.
6. Voir par exemple Rullani (1998), Paulré (2001), Corsani (2002), Corsani and al. (2002), Moulier-Boutang (2001 ; 2003), Gorz (2003), Vercellone (2003) and Negri (2005).
7. Pour Veblen, la science économique reste une science « pré-darwinienne » où l'on cherche à normaliser les événements réels à partir d'un modèle construit sur les postulats de l'homo economicus et de l'équilibre des forces. La science économique est donc une science téléologique puisque les principes d'explication des phénomènes réels nous sont donnés au départ, sans égard à la réalité économique elle-même. Pour Veblen, la science économique doit devenir « darwinienne », à savoir que l'objet de cette science devrait être l'étude de l'évolution et des transformations constantes du système économique plutôt que de chercher à montrer comment tout se termine finalement en un équilibre des forces en présence. À cet égard voir deux textes-clés pour comprendre l'approche générale de Veblen soit : *Why is Economics Not an Evolutionary Science ?* (1898) et *The Preconceptions of Economic Science* (1990e [1899-1900])
8. Veblen tenait déjà les mêmes propos dans son introduction de sa *Theory of Business Enterprise* (1996 [1904], p. 4).
9. Veblen, qui renvoie constamment à ce rapport, utilise plus particulièrement les volumes I & XIII consacrés aux trusts, à la concentration industrielle, à l'évolution du prix des actions des cartels industriels et incluant une quantité impressionnante de témoignages d'hommes d'affaires et de magnats financiers.
10. Cette conception est à la base de la théorie classique de la valeur (Smith 1991 [1776], chap.V ; Ricardo 1996 [1817], Chap.I) mais elle est aussi constitutive de l'économie néoclassique en tant que principe déterminant la courbe d'offre (Marshall 1952 [1890], Book V, Chap.III ; Samuelson 1958 [1948], Chap.24).
11. Voir Veblen (1970 [1899]).
12. Les termes utilisés par Veblen sont, dans l'ordre : *leisure class*, *vested interests* et *kept classes*.
13. À ce sujet, Veblen en arrivait même à réclamer que l'organisation socio-économique devrait être gérée par un « soviet des techniciens », voir Veblen (1971a [1921], Chap.VI).
14. Voir Veblen (2002 [1919], pp. 54-55).
15. La notion de « capital social » dont il est question ici est celle mise de l'avant par Böhm-Bawerk (1891 [1888]), Fisher (1896) et Davenport (1905 ; 1908). Le capital social représente les biens de production, soit une richesse collective agrégée servant à produire plus de richesses pour la collectivité. L'interprétation canonique de l'époque est que toute la construction

théorique du système de la liberté d'Adam Smith dans la *Richesse des Nations* (1991 [1776]) reposait sur une fusion (et une confusion) de deux concepts de capital : le capital social (productif, serviable à la collectivité) et le capital privé (capacité individuelle à accroître ses revenus). En considérant que le capital privé prend nécessairement la forme du capital social (parce qu'un investissement se traduit uniquement par l'achat de moyens de production et les revenus sont maximisés avec la maximisation de la production), alors Smith considère qu'en ne poursuivant que son intérêt privé (maximiser son revenu), l'individu est conduit à servir l'intérêt collectif (maximiser la production de richesses pour la collectivité).

16. Voir Fisher (1991 [1906], pp. 3-40). Böhm-Bawerk devra aussi se livrer au même exercice de gymnastique intellectuelle en tentant de montrer que les droits légaux et les relations d'affaires, même si elles peuvent procurer un revenu, ne sont pas de véritables biens économiques, ou plutôt ne sont qu'une facette des biens économiques et n'ont pas de valeur en soi (1962 [1881]). Pour Veblen, ces tentatives de vouloir réduire la réalité économique des affaires à une norme de productivité est en fait révélateur du caractère taxonomique de la science économique : plutôt que d'analyser l'origine des phénomènes économiques et leur impact dans l'évolution socio-institutionnelle, on tente de les réduire à une norme explicative valable en tous lieux et en tous temps fondée sur les agents maximisateurs et les jeux de l'équilibre.

17. Il développe toute une analyse de l'accès au crédit comme avantage différentiel dans la capacité de gain. Puisque le taux d'intérêt sur l'emprunt est généralement plus bas que le taux de rendement, toute extension de crédit devient un avantage différentiel pour l'entreprise en tant que '*going concern*'; cet avantage différentiel sera alors capitalisé, augmentant le capital de l'entreprise, ce qui pourra parfois lui accorder une extension supplémentaire de crédit. De plus, en concevant le taux d'intérêt uniquement comme un phénomène pécuniaire déterminé par l'extension et la contraction du crédit, il n'existerait pas de taux naturel de l'intérêt déterminé par les préférences intertemporelles mais seulement un taux monétaire déterminé par l'offre et la demande de crédit (1998c [1909]). Veblen en tirera toute une théorie du cycle d'affaires à partir des fluctuations du crédit (1996 [1904], pp. 177-267).

18. « The great end of consistent advertising is to establish such differential monopolies resting on popular conviction » (1996 [1904], p. 55).

19. Cette problématique de la gouvernance ou de la structure du pouvoir dans la firme sera développée entre autres par Berle et Means (1932) et Galbraith (1967). Il faut toutefois noter qu'il y a une différence importante dans les termes puisque Veblen parle de *managers* pour désigner simplement les actionnaires ayant un droit de vote alors que *owners* désigne finalement les entrepreneurs et administrateurs à la base du *going concern*. Pour Berle & Means et Galbraith, les significations sont plutôt inversées. Voir à cet égard Rutherford (1980).

20. Veblen utilise aussi le terme *actifs intangibles* comme synonyme. Cette terminologie apporte pourtant une certaine confusion puisqu'il utilise le même terme pour analyser la dimension pécuniaire du capital. Nous utiliserons le concept d'*actifs intangibles* uniquement lorsque nous aborderons cette seconde dimension.

21. Le terme *technologie* peut être entendu à partir du sens grec originel qu'on lui attribue parfois : *logos* de la *techné*, le langage des arts industriels.

22. Langage ici entendu dans sa signification la plus large de communauté de sens.

23. Il existe plusieurs débats portant sur les origines et les sources de l'accumulation du capital. Si Veblen a développé sa propre conception sur les *origines de la propriété* (1998d [1898]) ainsi que sur le maintien d'une classe de loisir en dépit de l'évolution adaptative des institutions sociales (1970 [1899], chap. VIII), il ne s'attardera pas ici à ce débat préférant, simplement renvoyer aux débats entre Marx, Sombart et Ehrenberg sur la question (1971b, [1908], pp. 123n-124n). Quel que soit la perspective utilisée pour analyser « l'accumulation primitive », il est possible de l'articuler avec la conception véblénienne sur la nature du capital.

24. Cette analyse rejoint les analyses critiques du début du capitalisme d'affaires. Voir par exemple les ouvrages de Roy (1997) ou Perrow (2002).
25. Cette notion de serviciabilité est toutefois problématique. Veblen s'étend sur quelques pages pour distinguer entre les biens serviciables (utiles) et non-serviciables (inutiles) afin de montrer que les actifs tangibles peuvent produire des biens non-serviciables (1971c [1908], pp. 135-137).
26. Veblen incluait auparavant (1996 [1904]) ces éléments sous la notion de *Good-will* mais en distinguant entre ces deux types d'actifs intangibles, Veblen se rapprochait des principes de comptabilité de son époque. À noter que la définition véblénienne du *Good-will* est tout à fait compatible avec celle utilisée dans la comptabilité moderne où le *Good-will* est maintenant défini comme « écart d'acquisition » entre la valeur comptable et la valeur de marché au moment d'une fusion-acquisition. De la même façon aujourd'hui, les droits d'auteurs, franchises et brevets représentent des sous-catégories comptables des actifs intangibles. Sur la justesse de la définition véblénienne du *Good-will* par rapport aux développements de la comptabilité, voir Hughes (1982).
27. Voir Veblen (1971c [1908], pp. 139-140). Il soutient même que la perte pour la communauté est plus de deux fois plus grande que les gains du possesseur des actifs intangibles. En effet, la survaleur du prix des marchandises procurée par les actifs intangibles est payée par un prélèvement supplémentaire sur l'usufruit de la collectivité, après que les actifs intangibles aient pu réfréner la production en vue de maintenir des prix profitables (2002 [1919], pp. 54-55).
28. Voir Veblen (1971c [1908], pp. 143-148). Veblen est considéré comme étant le premier analyste de la publicité en tant que phénomène économique. En montrant comment des biens tangibles sont utilisés pour créer des actifs intangibles grâce à la publicité, il s'attaque directement à la conception du capital de Böhm-Bawerk comme étant un détournement de production par l'usage de biens capitaux.
29. Les travaux de Bichler et Nitzan (2002) examinent en détail cette dimension de la concurrence inter-capitaliste en recourant à la conception véblénienne du capital afin d'analyser l'importance de ce qu'ils nomment l'accumulation différentielle, à savoir la répartition différentielle des profits entre entreprises d'affaires.
30. Voir par exemple Nitzan (1998).
31. Le processus de marchandisation des savoirs a connu une accélération importante depuis la mise en place du Bayh-Dole Act aux États-Unis en 1980 (Coriat & Orsi 2001 ; Mowery *et al.* 2001) mais aussi avec la mise en place des *Technology Transfer Offices* dans les autres pays industrialisés (OCDE, 2003b).
32. Déjà, les travaux de Bichler et Nitzan (2002) offrent une analyse rigoureuse des capacités différentielles d'accumulation pour le *capital dominant* (firmes dominantes).
33. Dans les *Grundrisse*, Marx considérait qu'avec le développement des sciences et de la technologie, la principale force productive serait alors l'intellectualité de masse (*General Intellect*) et non plus le travail et, pour Marx (1980 [1857-1858], Tome II, p. 193) : « Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction ».
34. Le mouvement des enclosures fait référence au passage progressif en Angleterre, dès la fin du XVI^e siècle, d'une agriculture traditionnelle fondée sur un système de coopération et de droits d'usage communs à une agriculture fondée sur un système de propriété privée avec des terres clôturées.
35. Pour désigner la production sociale produisant la richesse et le social, Hardt et Negri (2000) utilisent l'expression *production biopolitique* empruntée à Foucault et Deleuze.

RÉSUMÉS

L'analyse économique traditionnelle, prisonnière d'une conception productiviste du capital, reste confrontée à ses propres limites lorsqu'il s'agit de rendre compte de la dynamique récente d'accumulation du capital dans une économie du savoir. Toutefois, l'oeuvre économique de Thorstein Bunde Veblen propose une analyse originale plus à même de comprendre les transformations contemporaines du capitalisme en déconnectant capital et productivité. Le capital n'est plus moyen de production, il devient contrôle sur les moyens de production et prend la forme de tout pouvoir socio-institutionnel permettant d'accroître la capacité de revenu des firmes. Après avoir présenté la méthode d'analyse économique inductive de Veblen ainsi que sa conception inductive du capital intégrant à la fois les actifs tangibles et intangibles, nous montrerons comment la théorie du capital de Veblen intègre la notion de pouvoir en économie. Finalement, en recourant à la théorie véblénienne du capital, nous montrerons que les transformations structurelles de l'économie contemporaine ont moins à voir avec l'émergence de nouvelles formes de productivité qu'avec l'émergence de nouvelles formes de contrôles sur le savoir et la collectivité en général.

Standard theories in economics are trapped in a productivist concept of capital and are facing their own limits when it comes the time to account for the dynamics of capital accumulation in a knowledge-based economy. The works of Thorstein Bunde Veblen, however, offer an original approach to account for the recent transformations of the capitalist system by disconnecting capital and productivity. Capital is no longer understood as "means of production"; instead, it becomes control over the means of production, and it takes the form of any socio-institutional power that increases firms' earning-capacity. After introducing Veblen's inductive method for economic analysis, as well as his inductive concept of capital that differentiate between tangible and intangible assets, it is explained how Veblen's theory of capital brings the notion of power back in economics. Finally, using Veblen's theory of capital, it is argued that the recent structural transformations that gave rise to the knowledge-based economy shouldn't be viewed in terms of new forms of productivity but rather in terms of the new ways and means for business interests to extend their control over industrial knowledge, and over the community in general.

INDEX

Mots-clés : Thorstein Veblen, capital, pouvoir institutionnel, connaissance, actifs intangibles

Keywords : Thorstein Veblen, capital, institutional power, knowledge, intangible assets

AUTEUR

MARC-ANDRÉ GAGNON

Marc-André Gagnon enseigne l'économie, la science politique et la sociologie à l'Université de Montréal et à l'UQAM. Il est chercheur au Collectif d'Analyse sur la Financialisation dans le Capitalisme Avancé (CAFCA-UQAM).